

RAPPORT SUR LA VILLE LIBRE ET LE TERRITOIRE DE DANTZIG.

Présenté par M. HYMANS.

Aux termes de l'Article 103 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, la Société des Nations nommera un Haut Commissaire qui résidera à Dantzig. Le présent memorandum envisage certaines questions liées à cette nomination.

Aux termes de l'Article 100 du Traité de Paix, l'Allemagne renonce, en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tous droits et titres sur le territoire compris dans les limites décrites dans l'Article précité. (Ville et territoire de Dantzig.)

Aux termes de l'Article 102 dudit Traité, les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à constituer la ville de Dantzig, ensemble le territoire visé à l'Article 100, en Ville libre. Elle sera placée sous la protection de la Société des Nations.

L'Article 103 du Traité de Paix stipule que :

- “ La constitution de la Ville libre de Dantzig sera élaborée, d'accord avec un Haut Commissaire de la Société des Nations, par des représentants de la Ville libre, régulièrement désignés. Elle sera placée sous la garantie de la Société des Nations.
- “ Le Haut Commissaire sera également chargé de statuer en première instance sur toutes les contestations qui viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre au sujet du présent Traité ou des arrangements et accords complémentaires.
- “ Le Haut Commissaire résidera à Dantzig.”

Les fonctions du Haut Commissaire seront :

- (1) De se mettre d'accord au sujet de la constitution avec les représentants régulièrement désignés de la Ville libre. Dans ce but, il devra s'assurer que lesdits représentants sont bien “ régulièrement désignés.” Le Traité de Paix ne fixe pas de règles pour la nomination de ces représentants ; il appartiendra au Haut Commissaire de faire à ce sujet, dans le plus court délai, une proposition au Conseil de la Société des Nations. Il est clair que, pour assurer un travail aussi important que l'élaboration de ladite constitution, le Haut Commissaire devra veiller à ce que l'élection des représentants de la Ville libre se fasse sur une base aussi large et démocratique que possible.
- (2) De statuer en première instance sur toutes les contestations qui viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig au sujet du Traité de Paix ou des arrangements et accords complémentaires.
- (3) D'envoyer au Conseil de la Société des Nations, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, des rapports sur toutes questions tombant sous sa juridiction en sa qualité de Haut Commissaire. Le Traité de Paix reste muet sur ce point, mais il sera évidemment nécessaire que le Conseil soit tenu au courant de tout ce qui se passe.

REPORT ON THE FREE CITY AND TERRITORY OF DANZIG.

Submitted by Monsieur HYMANS.

Under Article 103 of the Peace Treaty with Germany, signed at Versailles the 28th June, 1919, the League of Nations will appoint a High Commissioner, who shall reside at Danzig. Certain considerations in connection with this appointment are dealt with in the following memorandum.

Under Article 100 of the Treaty of Peace, Germany renounces in favour of the Principal Allied and Associated Powers all rights and title over the territory comprised within the limits described in the same Article (city and territory of Danzig).

Under Article 102 of the same Treaty, the Principal Allied and Associated Powers undertake to establish the city of Danzig, together with the rest of the territory described in Article 100, as a Free City. It will be placed under the protection of the League of Nations.

Article 103 of the Treaty of Peace stipulates that :—

“ A constitution for the Free City of Danzig shall be drawn up by the duly appointed representatives of the Free City in agreement with a High Commissioner to be appointed by the League of Nations. This constitution shall be placed under the guarantee of the League of Nations.

“ The High Commissioner will also be entrusted with the duty of dealing in the first instance with all differences arising between Poland and the Free City of Danzig in regard to this Treaty or any arrangements or agreements made thereunder.

“ The High Commissioner shall reside at Danzig.”

The duties of the High Commissioner will be :—

- (1) To come to an agreement with the duly appointed representative of the Free City with regard to its constitution. For this purpose he must be satisfied that the representatives of the city are in fact “duly appointed.” The Treaty of Peace does not regulate the appointment of such representatives. It will be the duty of the High Commissioner to make proposals on this subject as soon as possible to the Council of the League of Nations. He must clearly arrange that the representation of the inhabitants of the Free City, for the important work of drawing up the constitution, shall be based on as broad and democratic a basis as possible.
- (2) To deal in the first instance with all differences arising between Poland and the Free City of Danzig in regard to the Treaty of Peace, or any arrangements or agreements made thereunder.
- (3) To report to the Council of the League of Nations through the Secretary General on all matters within his jurisdiction as High Commissioner. No mention of this is made in the Treaty of Peace, but it will clearly be necessary for the Council to be kept fully informed.

Le Haut Commissaire suivra les instructions qui pourront lui être données ultérieurement par la Société des Nations et sera responsable devant elle.

Le Traité stipule que la constitution de la Ville libre sera placée sous la garantie de la Société des Nations, d'où il résulte que la Société devra en étudier et en approuver les articles. En conséquence, il serait bon que le Haut Commissaire soumit la constitution à l'examen du Conseil avant de l'approuver officiellement. Pour la même raison, il proposera probablement aux représentants de la Ville libre d'insérer dans la constitution une clause établissant expressément que le consentement de la Société devra être obtenu pour toutes modifications à y apporter ultérieurement.

Les questions qui se posent à propos de l'élaboration de la constitution de la Ville libre pourront avoir certains rapports avec celles qui intéresseront la convention à intervenir entre elle et le Gouvernement polonais—convention dont les Principales Puissances alliées et associées se sont engagées en vertu de l'Article 104 du Traité de Paix à négocier les termes. A ce point de vue, le Haut Commissaire de la Société des Nations sera d'autant mieux préparé à statuer sur les contestations entre la Pologne et la Ville libre, qu'il connaîtra mieux la convention susvisée.

Or, jusqu'à la constitution de la Ville libre, l'administration de la ville et du territoire de Dantzig a été confiée à Sir Reginald Tower, qui, comme représentant des Principales Puissances Alliées et Associées, est qualifié pour présider à Dantzig aux études en vue de la convention prévue par l'Article 104. Il serait donc avantageux que le Conseil de la Société des Nations choisît Sir Reginald Tower pour exercer les fonctions de Haut Commissaire définies par l'Article 103 du Traité, tout en lui laissant le soin d'achever comme représentant des Principales Puissances alliées et associées les études entreprises en leur nom.

Si cette solution était admise, Sir Reginald Tower se trouverait investi à la fois de deux fonctions :—

L'une qui en fait déjà le représentant des Principales Puissances alliées et associées.

L'autre qui en fera le mandataire de la Société des Nations.

Dans l'intérêt de la Ville libre de Dantzig, il serait opportun d'admettre cette dualité de fonctions et de confier à Sir Reginald Tower les fonctions de Haut-Commissaire de la Société des Nations jusqu'à l'époque où la nouvelle constitution aura été adoptée et placée sous la garantie de la Société des Nations. Naturellement le Conseil de la Société aurait en tout temps le droit d'envisager toute solution nouvelle que pourrait suggérer l'expérience.

Le Traité de Paix ne donne aucune indication sur le traitement du Haut Commissaire ou sur les autres dépenses résultant de l'exercice de ses fonctions. On propose que les dépenses qu'entraînera la nomination, pour la période envisagée, de l'Administrateur des Principales Puissances alliées et associées au poste de Haut Commissaire de la Société des Nations soient imputées au budget de la Ville de Dantzig. Il est probable que cette nomination n'occasionnera que peu de dépenses supplémentaires. Les nouvelles fonctions de l'Administrateur pourront néanmoins nécessiter l'adjonction à ses services d'un certain nombre de Conseillers techniques.

M. HYMANS donne ensuite lecture du projet de résolution suivant :—

RÉSOLUTION CONCERNANT LE HAUT COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS À DANTZIG.

Vu les articles 100 à 108 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 :—

CONSIDÉRANT que la Ville de Dantzig sera constituée en Ville libre ;

The High Commissioner will carry out any subsequent instructions given to him by the League of Nations.

He will be responsible to the League.

The Treaty stipulates that the constitution of the Free City shall be placed under the guarantee of the League of Nations, which involves the consideration and approval of its provisions by the League. It is advisable, therefore, that the High Commissioner should submit the constitution to the Council before formally agreeing to it. For the same reason he will probably suggest to the representatives of the Free City that the constitution should expressly provide that the consent of the League be obtained for any subsequent alterations therein.

The problems which arise in the drawing up of the Constitution of the Free City may have some bearing on those which concern the Treaty between it and the Polish Government—that Treaty which the Principal Allied and Associated Powers undertook in Article 104 of the Peace Treaty to negotiate. From this point of view, the High Commissioner of the League of Nations will be all the better fitted, by his knowledge of the Treaty described above, to deal with differences arising between Poland and the Free City.

Until the constitution of the Free City comes into force, the administration of the city and territory of Danzig has been entrusted to Sir Reginald Tower, who, as representative of the Principal Allied and Associated Powers, is qualified to preside over the investigations at Danzig with a view to the Treaty referred to in Article 104. It would, therefore, appear desirable that the Council of the League of Nations should select Sir Reginald Tower to exercise the functions of High Commissioner as defined by Article 103 of the Treaty, leaving to him at the same time the duty of completing as representative of the Principal Allied and Associated Powers the investigations undertaken in their name.

If this suggestion is accepted, Sir Reginald Tower will be invested with two functions: the first which makes him already the representative of the Principal Allied and Associated Powers, the second which will make him the trustee of the League of Nations.

In the interests of the Free City of Danzig, it seems advisable to admit this doubling of functions and to entrust to Sir Reginald Tower the functions of High Commissioner of the League of Nations until such time as the new Constitution has been adopted and placed under the guarantee of the League. The Council of the League will, of course, have the right at any time to consider such other arrangements as experience might suggest.

No reference is made in the Treaty of Peace to the salary to be paid to the High Commissioner, or to the other expenses connected with his office. It is suggested that the expenditure entailed through the appointment, for the period proposed, of the Administrator of the Principal Allied and Associated Powers as High Commissioner of the League of Nations shall be defrayed by the city of Danzig. Little fresh expenditure is likely to be involved. His new duties, however, may necessitate the addition to his staff of a certain number of expert advisers.

M. HYMANS then read the following resolution regarding the appointment of the High Commissioner for the Free City of Danzig:—

In view of Articles 100 to 108 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919:—

WHEREAS, the city of Danzig shall be established as a Free City, and

CONSIDÉRANT que la Ville libre de Dantzig sera placée sous la protection de la Société des Nations ;

CONSIDÉRANT qu'une Constitution de la Ville libre de Dantzig sera élaborée, d'accord avec un Haut Commissaire de la Société des Nations, par des représentants de la Ville libre régulièrement désignés ;

CONSIDÉRANT qu'une Constitution de la Ville libre de Dantzig sera élaborée, d'accord avec un Haut Commissaire de la Société des Nations, par des représentants de la Ville libre régulièrement désignés ;

CONSIDÉRANT que cette Constitution de la Ville libre de Dantzig sera placée sous la garantie de la Société des Nations ;

CONSIDÉRANT que le Haut Commissaire de la Société des Nations sera également chargé de statuer en première instance sur toutes les contestations qui viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig au sujet du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles, le 28 juin 1919, ou des arrangements et accords complémentaires ;

LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DÉCLARE PAR LE
PRÉSENT ACTE, QUE—

I.—Sir Reginald Tower est nommé Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, à partir de la date de la présente résolution, et chargé des fonctions de Haut Commissaire mentionnées plus haut. Il est prié de soumettre en temps voulu la Constitution de la Ville libre de Dantzig à l'approbation de la Société des Nations, afin que cette Constitution soit placée sous la garantie de la dite Société.

II.—Les propositions émises dans le mémorandum ci-joint (voir pages 13-15) au sujet du Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig sont adoptées.

III.—Des copies de la présente résolution et du mémorandum seront envoyées au Haut Commissaire par le Secrétaire Général de la Société des Nations.

M. BALFOUR : Je mets aux voix les conclusions du rapport et la résolution présentée par M. Hymans.

(Adopté à l'unanimité.)

TRAITÉ AVEC LA POLOGNE RELATIF AUX MINORITÉS

M. BALFOUR : La parole est à M. Matsui pour donner lecture de son rapport

MINORITÉS POLONAISES : RAPPORT PRÉSENTÉ PAR M. MATSUI.

D'après l'Article 12 du Traité entre les Principales Puissances Alliées et Associées et la Pologne, qui a été signé à Versailles le 28 juin 1919, et est entré en vigueur le 10 janvier 1920, à la suite du dépôt des ratifications de la Pologne, de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et du Japon, la Pologne reconnaît que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents du Traité affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations.

Cette clause entraîne, pour le Conseil de la Société des Nations, l'obligation de décider si la Société des Nations doit s'engager à donner la garantie envisagée.

WHEREAS, the Free City of Danzig will be placed under the protection of the League of Nations, and

WHEREAS, a constitution for the Free City of Danzig shall be drawn up by the duly appointed representatives of the Free City in agreement with a High Commissioner to be appointed by the League of Nations, and

WHEREAS, this constitution of the Free City of Danzig shall be placed under the guarantee of the League of Nations, and,

WHEREAS, the High Commissioner of the League of Nations will also be entrusted with the duty of dealing in the first instance with all differences arising between Poland and the Free City of Danzig in regard to the Treaty of Peace with Germany, signed at Versailles, 28th June, 1919, or any arrangements or agreements made thereunder :

THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS HEREBY RESOLVE THAT :

- I. Sir REGINALD TOWER be appointed High Commissioner of the League of Nations at Danzig, as from the date of this resolution, be entrusted with the duties of High Commissioner, as mentioned above, and be invited to submit, in due time, the constitution of the Free City of Danzig to the approval of the League of Nations, in order that the constitution may be placed under the guarantee thereof.
- II. The suggestions set forth in the attached Memorandum (*see pp. 10, 11 and 12*) in respect of the High Commissioner of the League of Nations at Danzig be herewith agreed to.
- III. Copies of the present Resolution and of the Memorandum be forwarded to the High Commissioner by the Secretary General of the League of Nations.

Mr. BALFOUR : I beg now to put formally to my colleagues the Resolution which has just been read and explained by M. Hymans.

(The resolution was carried unanimously.)

TREATY WITH POLAND CONCERNING MINORITIES.

I will now ask M. Matsui, the Japanese Representative, to expound and move the resolution regarding the Polish Minorities Treaty.

REPORT ON THE POLISH MINORITIES TREATY.

Submitted by Monsieur MATSUI.

Under Article 12 of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, which was signed at Versailles, 28th June, 1919, and came into force on the 10th January, 1920, by the deposit of ratifications on the part of Poland, the British Empire, France, Italy and Japan, Poland agrees that the stipulations in the foregoing Articles of the Treaty, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern, and shall be placed under the guarantee of the League of Nations.

This stipulation makes it necessary for the Council of the League of Nations to decide whether the League of Nations shall undertake this guarantee.